

Igor Zamichiei,
Secrétaire de la Fédération de Paris du PCF

Rapport au Conseil national des 5 et 6 mars

Cher-e-s camarades,

Nous nous retrouvons aujourd'hui un peu plus d'un mois après le Conseil national qui a fixé l'ordre du jour et les objectifs de notre 37^e Congrès.

Depuis, le Parti a pris des initiatives politiques nationales pour faire exister une alternative à la politique gouvernementale : avec « les lundis de gauche », l'implication dans les luttes sociales actuelles et la campagne pour l'emploi.

Les objectifs de notre réunion de ce week-end sont de partager une appréciation de la situation politique ; de déterminer les initiatives à prendre pour amplifier les luttes ; d'échanger sur l'état du débat dans le Parti et d'adopter une proposition de base commune pour notre Congrès.

Je rappelle le calendrier : après l'adoption ce week-end de la proposition de la direction, la possibilité de déposer des textes alternatifs sera ouverte jusqu'au 6 avril prochain à 18 h. Le vote des adhérents pour le choix de la base commune se déroulera du 2 au 5 mai à 16 h. Ensuite se tiendront les congrès de sections et de fédérations du 6 au 29 mai. Enfin le congrès national aura lieu du 2 au 5 juin.

Mon rapport comportera trois parties : la première sur l'actualité politique et sociale marquée par la loi travail ; la deuxième sur la relance de notre stratégie de rassemblement et l'importance des trois objectifs de notre congrès pour y parvenir ; la troisième concernera l'état du débat dans le Parti et la proposition de base commune soumise au CN.

Avant d'aborder ces enjeux, je voudrais commencer par dire quelques mots de la situation en Europe car chaque jour voit la crise européenne s'aggraver un peu plus et devenir incontrôlable.

Les cercles dirigeants européens n'ont toujours aucune solution commune à la situation des réfugiés. La profonde crise de légitimité démocratique et de l'intégration européenne favorise la montée des forces populistes et d'extrême droite et les mouvements centrifuges de types nationalistes/régionalistes (Catalogne) ou souverainistes (cf. le référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'UE). Les frontières nationales se ferment, des murs se dressent quand il ne s'agit pas de monnayer la « contention » des flux entre pays européens ou, pire, avec la Turquie qu'Erdogan est en train de transformer en dictature. Les divergences politiques entre Etats s'aiguisent. Ce qui constituait le modus vivendi avec les accords de Schengen a explosé en quelques mois. En France, on voit se développer des situations indignes de notre pays où les droits humains sont bafoués comme à Calais, et la politique de François Hollande contribue à l'incapacité de l'UE à répondre à la demande d'accueil des réfugiés. Résultat, les pays frontières de l'UE comme la Grèce sont dans une situation inextricable où les populations en exil et les peuples déjà frappés par l'austérité sont prisonniers, ensemble, de politiques inhumaines et irresponsables. Or, s'il est bien un sujet qui appelle une politique commune, et une politique commune d'accueil et de paix mondiale, c'est bien celui des réfugiés.

Dans le même temps, la politique bancaire et monétaire européenne nous conduit tout droit vers un nouveau krach financier de très grande ampleur. La Banque centrale européenne crée en ce moment même et depuis des mois, des années, des milliards d'euros nouveaux qu'elle prête aux grandes banques européennes sans exiger que celles-ci cessent leurs activités spéculatives. Sans exiger que les entreprises qu'elles financent arrêtent de maximiser le profit de leurs actionnaires au détriment de l'emploi, de l'investissement et de l'écologie. Ces masses d'argent considérables ont remis à flot les actionnaires, ont refait partir les cours de bourses à la hausse pendant que la situation de l'immense majorité des Européens se dégradait sous l'effet des politiques d'austérité, des millions

d'entre eux basculant dans le chômage, la précarité et la pauvreté. Les gouvernements européens, la France en tête, n'ont tiré aucune leçon de la crise de 2008 et continuent de l'alimenter.

Ces politiques d'austérité continuent de provoquer des chocs politiques qui mettent en cause les gouvernements qui les appliquent, voire les systèmes politiques entiers, comme ce fut le cas en Irlande. Après la déroute du Fianna Fail en 2011, la coalition au pouvoir formée par les conservateurs et les travaillistes a été sévèrement sanctionnée par les électeurs. L'alternative à cette politique est d'abord caractérisée par la progression de nos amis du Sinn Fein, qui ont fait campagne sur la sortie de l'austérité. Avec 13,8 % (+ 3,9 % et 22 ou 23 élus contre 14), le Sinn Fein ne peut former un gouvernement de changement progressiste mais il est incontournable. L'extrême gauche progresse également. A cette heure, aucune coalition gouvernementale n'est évidente et de nouvelles élections sont possibles. Après la Grèce, l'Espagne et le Portugal, mais aussi, dangereusement, les régionales en France, il faut mesurer l'ampleur des convulsions politiques en cours en Europe et intégrer à notre raisonnement pour la France, le fait que le modèle de construction européenne est entré dans une crise durable.

Aussi, trois grandes batailles incontournables s'ouvrent pour le PCF :

- Le développement d'un projet alternatif pour l'Europe car la France ne peut pas être forte dans un paysage de dislocation de l'UE pour mener des luttes mondiales.
- La définition d'un mandat populaire pour un gouvernement de gauche, alliant reconquête de souveraineté (par exemple : sortie du traité budgétaire) et le combat de la France pour changer les fondements de la construction européenne, avec les gouvernements et les peuples engagés dans cette bataille.
- L'utilisation à plein de notre crédibilité et de nos relations de confiance avec les forces politiques et sociales progressistes d'Europe pour converger sur le fond et changer les rapports de forces.

Vendredi, Pierre Laurent tiendra une conférence de presse avec Alexis Tsipras, en amont de la réunion des chefs d'Etats progressistes organisée par Hollande. A la fin du mois, une conférence internationale se tiendra à Athènes, à l'initiative de Syriza et du PGE, où se retrouveront toutes les forces de gauche d'Europe, du PGE jusqu'à Corbyn en passant par le Sinn Fein, Podemos, etc. Pierre participera au meeting principal. Plus globalement se pose maintenant la question urgente de la création d'un espace, large, horizontal, inspiré du Foro do Sao Paulo en Amérique latine, dans lequel toutes les forces progressistes puissent dialoguer.

J'en viens à la situation en France, car le meilleur moyen de refonder la construction européenne est de gagner des avancées politiques dans notre propre pays.

1. Loi travail : la loi « de trop »

La pétition contre la loi travail a recueilli un million de signatures après quinze jours de campagne sur Internet et les réseaux sociaux : c'est un record historique. Et 80 % de nos concitoyens expriment leur opposition aux mesures qu'elle contient. Cette mobilisation est à la hauteur de la colère du peuple, accumulée au cours d'un quinquennat guidé par les intérêts patronaux et financiers, rythmé par les renoncements et les trahisons.

Pour des millions de nos concitoyens, cette loi est vécue comme la loi de trop. La loi de trop pour les jeunes à qui notre société n'offre aucun avenir. La loi de trop pour les femmes dont la précarité s'aggraverait encore avec les mesures prévues et donc la nécessité d'amplifier la mobilisation pour la journée du 8 mars. La loi de trop pour des millions de salariés qui n'en peuvent plus de l'insécurité permanente, de la peur du licenciement, de la souffrance au travail, des bas salaires. La loi de trop pour les syndicalistes dont l'action est chaque jour un peu plus criminalisée, comme à Air France et à Goodyear. La loi de trop pour les chômeurs pour lesquels le retour à l'emploi s'éloigne encore un peu plus.

Le bilan du quinquennat de François Hollande est déjà catastrophique pour le monde du travail. Depuis 2012, le gouvernement a conduit la France dans une impasse économique. Cela a commencé par le refus de réorienter la politique bancaire et monétaire européenne et s'est poursuivi avec le pacte de responsabilité : 40 milliards d'euros du CICE versés aux entreprises sans aucun contrôle et autant de dépenses publiques utiles à la réponse aux besoins sociaux sacrifiées, alors qu'il aurait été nécessaire d'instituer un crédit sélectif, de soutenir la recherche, d'aider les collectivités locales à investir et d'augmenter les salaires et les retraites. Le bilan de cette politique libérale est sans appel : 700.000 chômeurs supplémentaires en quatre ans, des millions de travailleurs qui survivent plus qu'ils ne vivent avec la menace permanente de tout perdre, des salariés des grands groupes aux exploitants agricoles aujourd'hui totalement abandonnés par l'État. Ce qui est visé, c'est la destruction du modèle social français, issu des luttes populaires et de la Résistance, pour servir les intérêts patronaux et financiers.

La loi travail, si elle était adoptée, constituerait une nouvelle étape dramatique. Elle constitue la plus grave attaque contre les droits des travailleurs depuis la seconde guerre mondiale. Mesurons les terribles régressions qu'elle contient : le temps de travail est déréglementé conduisant de fait à la fin des 35 heures avec pour les apprentis mineurs la possibilité de travailler jusqu'à 10 h par jour et 40 h par semaine ; le licenciement est facilité et les indemnités plafonnées ; les pouvoirs du patronat sont renforcés et ceux des syndicats affaiblis (c'est le cas par exemple avec la possibilité d'imposer une mesure par référendum contre l'avis de 70 % des syndicats...). Je ne détaille pas davantage le contenu que chacun connaît ici.

Pour mettre ce projet de loi en échec, prenons part à toutes les initiatives et lançons-en nous-mêmes pour contribuer à amplifier la mobilisation dans le pays. Contactons localement toutes les forces politiques de gauche, syndicales, associatives et citoyennes pour décider d'actions communes. Proposons-leur de tenir des meetings départementaux, des réunions d'informations et de mobilisation pour alerter nos concitoyens sur les dangers de cette loi, préparer et prolonger les journées d'action. La bataille pour obtenir le retrait de cette loi peut permettre de mobiliser des millions de travailleurs dans notre pays. Elle peut également être, dans tous nos territoires, un point d'appui pour relancer, avec de très nombreuses forces, la construction d'une alternative politique de gauche.

Pour lutter contre ce projet de loi, déployons aussi le plus rapidement et le plus fortement possible notre campagne pour l'emploi dans le pays. Il s'agit à la fois de faire connaître des contre-propositions à la loi travail et de permettre aux communistes d'être identifiés dans la durée comme un parti capable d'apporter des réponses à la crise et à la question de l'emploi ; enfin, grâce à cette campagne, nous pourrions développer l'implantation du Parti dans les entreprises, afin de consolider et étendre ses liens avec les salariés. Un de nos objectifs est d'élaborer avec eux une proposition de loi et de la déposer avant la fin de l'année. L'apport des syndicats est décisif en la matière : la CGT vient d'ailleurs de rendre publiques ses propositions dans un document intitulé « Construire le code du travail du XXI^e siècle ».

Nous vous proposons que notre Conseil national adopte ce matin une déclaration sur toutes ces questions, exige bien sûr le retrait du projet de loi et appelle à la mobilisation les 9 et 31 mars prochains. La journée de mobilisation des retraités le 10 mars comptera aussi dans le rapport de force contre la politique gouvernementale.

Notre mobilisation contre la loi travail est d'autant plus essentielle que lorsqu'un nouveau krach se produira, une immense opération de diversion sera tentée. Elle a d'ailleurs déjà commencé avec l'utilisation honteuse de l'émotion suscitée par les attentats de l'année dernière. Pourquoi prolonger l'état d'urgence alors qu'il n'est plus d'aucune utilité pour la sécurité de nos concitoyens si ce n'est pour dissuader toute tentative de contestation sociale ? Pourquoi mettre sur la table l'extension de la déchéance de nationalité, proposition issue de l'extrême droite, si ce n'est pour déplacer le débat

politique national des enjeux sociaux aux enjeux identitaires ? Les conséquences sont gravissimes : la haine de l'autre, le racisme et l'antisémitisme progressent sur ce terrain. Le gouvernement enfonce la France dans une politique ignoble, qui fait affront à toute l'histoire de la gauche et de la République : ne laissons pas s'installer l'habitude de l'inacceptable. Poursuivons les initiatives citoyennes, l'interpellation des parlementaires pour faire échec au projet de réforme constitutionnelle qui conduirait à un régime sécuritaire et à des fractures très profondes dans la société française.

Le bilan du quinquennat de François Hollande, c'est aussi une aggravation de la crise démocratique. Des millions de nos concitoyens, en priorité les ouvriers, les employés et les électeurs de gauche, se sont détournés des urnes. Jamais sous la cinquième République, la confiance dans un exécutif n'a été aussi faible. Et à l'issue des élections régionales, le Front national est à un niveau jamais atteint dans notre pays. Le « tous pourris » trouve chaque jour de nouveaux points d'appui pour prospérer et la confiance dans les partis politiques est au plus bas. Nous devons agir pour démasquer le Front national et déterminer avec perspicacité quels sont les actes politiques les plus efficaces pour contrer cette défiance, car elle est catastrophique pour les intérêts populaires. La politique est le seul pouvoir de ceux qui n'en ont pas. Notre parti a une immense responsabilité car il est le seul, malgré toutes les difficultés, à continuer de se fixer l'objectif de la mobilisation des classes populaires. Il est désormais urgent d'en penser les moyens et de mettre en œuvre des expérimentations.

Ainsi, à la veille des échéances de 2017, nous sommes dans une situation politique totalement inédite. Or, le scénario du match à trois entre le Président sortant, le candidat de droite et Marine Le Pen ne peut apporter aucune réponse à ces crises.

2. La relance de notre stratégie de rassemblement et l'importance des trois objectifs de notre congrès

Aucun raccourci, aucune solution de facilité n'existe pour notre camp pour déverrouiller ce scénario infernal. Évitions les faux procès en la matière. Personne ne pense ici que le choix tactique qui est proposé dans la résolution sur les échéances de 2017 - investir l'appel à une primaire de gauche - suffira à inverser le rapport de force politique. Un long processus politique visant des reconquêtes idéologiques, sociales et démocratiques imposant une alternative au libéralisme, et plus profondément au capitalisme, est devant nous. Mesurons bien que cela suppose de ne pas rater l'étape de 2017. L'élection présidentielle est un moment de forte politisation populaire et une échéance décisive pour la vie de nos concitoyens, nous ne pouvons pas l'ignorer.

Pour mobiliser largement et relancer notre stratégie de rassemblement, il importe d'abord de faire un nouveau point d'étape sur la stratégie du Front de gauche.

La première chose que nous affirmons, et nous l'avons répétée à maintes reprises ces derniers mois, c'est que nous ne voulons pas brader l'acquis du Front de gauche et voir se disperser les forces accumulées dans ce rassemblement. C'est d'ailleurs cette volonté, me semble-t-il, qui anime les signataires de l'appel « Rallumer l'étincelle du Front de gauche ».

Affirmer cette volonté commune de donner un prolongement au Front de gauche est nécessaire. Mais il nous faut indissociablement nous en donner les moyens par une analyse sérieuse des difficultés rencontrées et la formulation de propositions pour les dépasser. Alors, sur quelles difficultés avons-nous buté avec le Front de gauche ?

Ces difficultés viennent-elles d'un déficit de radicalité ou d'une insuffisante critique de la politique gouvernementale ? Si l'influence politique était déterminée par le niveau de critique du pouvoir, des forces comme LO ou le NPA seraient considérablement plus influentes. Le problème est-il alors, comme on a pu également l'entendre, nos alliances à géométrie variable aux élections locales ? En toute logique, à des élections municipales, départementales voire même régionales ou les rapports

de force varient sensiblement d'un territoire à un autre, être capable d'adapter ses alliances pour construire le rassemblement le plus large sur le contenu politique le plus ambitieux est plutôt un atout.

En fait, nos difficultés principales sont autres : il y a d'abord la violence des renoncements du pouvoir à mener une politique au service des intérêts populaires qui pèse fortement sur la crédibilité d'une alternative de gauche. Mais il y a aussi des difficultés propres au Front de gauche : la difficulté d'abord à être identifié à un projet d'avenir pour la France dans lequel l'immense majorité de nos concitoyens se reconnaîtrait - ce qui nous est reproché, ce n'est pas de ne pas nous opposer au gouvernement avec assez de détermination, mais de ne pas montrer en quoi ce que nous proposons est capable de répondre aux problèmes quotidiens de nos concitoyens et par quels moyens précis cela est possible ; la difficulté aussi des composantes du Front de gauche à assumer leurs différences de culture politique, de choix tactiques à telle ou telle échéance, sans remettre en cause nos objectifs de transformation sociale et la stratégie de notre rassemblement ; la difficulté enfin à organiser concrètement et dans la durée l'investissement populaire dans le champ politique.

Alors comment dépasser ces difficultés ? Nous devrions je crois travailler à des objectifs politiques de long terme qui dépassent les objectifs électoraux légitimes que nous nous fixons. Cela suppose à mon sens d'agir dans au moins trois directions : élaborer un nouveau récit émancipateur qui déplace le débat politique des enjeux identitaires aux enjeux de classe et dans lequel des millions de citoyens verraient la possibilité d'une vie meilleure et une voie crédible pour y parvenir ; constituer des fronts d'idées et d'actions pour gagner des avancées concrètes dans lesquels toutes les composantes - politique, syndicale et associative – du mouvement social agissent ensemble dans le respect de leurs rôles respectifs ; expérimenter des formes d'investissement populaire plus avancées et durables, de la solidarité concrète à des pouvoirs d'intervention des individus complémentaires à la souveraineté des organisations – et non pour viser leur dépassement - car nos organisations et notre diversité de cultures politiques sont une richesse. Si elles étaient partagées, mettre en œuvre de telles orientations nécessiterait un important effort de direction pour les traduire en actes concrets, en suivre la mise en œuvre et en évaluer l'efficacité.

Ces propositions peuvent rassembler largement les communistes et beaucoup de forces dans le Front de gauche à la fois de composantes organisées et de sympathisants de notre rassemblement. Mais il faut bien mesurer qu'elles sont en contradiction avec la façon dont Jean-Luc Mélenchon a présenté sa candidature à la présidentielle. Ce dernier revendique une candidature « hors parti », ne se réfère plus au Front de gauche et ne se fixe pas pour objectif d'unir les forces de gauche opposées à la politique gouvernementale. C'est un problème important que nous ne pouvons pas ignorer. Continuons malgré tout à tendre la main à celui qui a été notre candidat en 2012 en l'invitant à rejoindre un processus collectif car nous avons besoin du rassemblement le plus large pour atteindre nos objectifs politiques pour les échéances de 2017.

Les premières initiatives que nous avons prises pour ces échéances, je pense aux « lundis de gauche », montrent le rôle moteur du Parti communiste dans le rassemblement des forces de gauche et le dialogue entre toutes les composantes du mouvement social. Notre parti a un rôle déterminant à jouer : un rôle pour soutenir, animer et politiser les luttes actuelles qui sont le meilleur atout pour déverrouiller le scénario dominant pour la présidentielle ; un rôle de proposition sur les contenus d'une politique de gauche pour la France et sur le processus à mettre en œuvre pour aboutir à une candidature commune. Nous n'y parviendrons qu'au prix d'un immense effort politique de notre organisation. Au niveau national bien sûr mais également au niveau local pour que notre démarche ne reste pas une démarche de sommet mais s'appuie sur les préoccupations quotidiennes de nos concitoyens pour construire un mouvement politique populaire en capacité d'y répondre.

Ainsi, les trois objectifs de notre 37e Congrès sont essentiels pour mettre en œuvre notre stratégie politique. Le projet communiste d'abord pour que notre parti soit à nouveau identifié dans la société

française à de grands combats émancipateurs. Nos choix pour les échéances de 2017 car la mise en œuvre de ce projet sera confrontée à d'immenses obstacles si nous ne déverrouillons pas la situation politique. Les transformations du PCF enfin pour hisser notre parti à la hauteur des grands défis du XXI^e siècle et de la nouvelle séquence politique en France.

3. L'état du débat dans le Parti et la proposition de base commune soumise au CN

Depuis maintenant plus d'un mois, les communistes débattent partout en France de ces trois objectifs. Les éléments recueillis par la commission transparence des débats montrent que les communistes sont entrés dans la préparation du Congrès.

Mi-février, on estimait à plus de 10.000 le nombre de camarades ayant participé à des réunions pour débattre des enjeux du Congrès, dans des conseils départementaux, des assemblées générales de sections ou des réunions spécifiques sur le texte « La France en commun ».

De plus en plus de fédérations ont élaboré un plan d'animation du débat de Congrès dans leur département. Ces plans prévoient souvent des débats thématiques sur le projet, par exemple sur l'Europe, ou des débats sur les deux autres objectifs du congrès, les perspectives pour 2017 et les transformations du PCF.

La commission a mis en place le site Internet du congrès, la lettre d'information hebdomadaire dont six exemplaires sont déjà parus. Le site Internet *congres.pcf.fr* a reçu à ce jour 24.000 visites, dont 13.000 de visiteurs différents, environ 1.300 visites supplémentaires à chaque envoi de la lettre d'information, et près de 300 contributions y ont été déposées. Les pages du site ont par ailleurs été consultées près de 130.000 fois.

Lors de notre précédent congrès, nous n'avions atteint le nombre de 300 contributions déposées qu'à la date du Congrès national. Les chiffres que je viens de vous donner montrent donc que la mobilisation du Parti dans les débats, à trois mois du congrès national, est très importante.

Le projet communiste

Concernant le projet, ce qui ressort du débat des communistes, c'est d'abord une recherche de sens : Quel est le sens de notre combat ? Comment caractériser le communisme aujourd'hui ? Et la volonté de déterminer quelques grands axes ou identifiants de notre projet. Beaucoup de camarades pointent le fait que nous ne sommes pas suffisamment audibles pas simplement à cause de notre exclusion des médias mais aussi parce que nous avons des difficultés à dire simplement et clairement ce que nous sommes et ce que nous voulons. Il y a dans plusieurs contributions une tentative de restitution de fondamentaux de la pensée communiste et pour certaines une tentative de définition et d'actualisation du communisme au XXI^e siècle. Les thèmes de discussion sont nombreux et la question qui fait le plus débat est la question européenne, tant l'Union européenne dans sa forme actuelle est un verrou au développement humain.

Quelles propositions soumises à la direction sur l'enjeu du projet ?

Le texte de projet s'intitule « Le temps commun ». Il ne s'agit pas de réécrire « L'Humanifeste » adopté par notre précédent congrès ou le texte « La France en commun » que les communistes commencent à peine à s'approprier. Ce texte a pour objectif de rendre notre projet plus lisible en en dégageant les axes forts qui font la cohérence du projet communiste dans la France et le monde du XXI^e siècle.

L'introduction part de la violence des inégalités produites par le capitalisme, de la profondeur de la crise qu'il traverse et des contradictions de la révolution informationnelle, qui peut conduire aussi bien à une société de chômage qu'à une société de partage, pour affirmer la nécessité de dépasser le capitalisme. Elle recense les forces disponibles pour ouvrir une alternative et cherche à définir les

identifiants du communisme de nouvelle génération.

Le plan du texte propose quatre axes qui sont à la fois des identifiants de notre projet, des solutions à la crise multiforme que nous traversons et des batailles à engager :

- L'emploi, première préoccupation des Français. Le capitalisme veut utiliser le progrès de la révolution informationnelle pour détruire des emplois, accroître la précarité, exacerber l'exploitation. Notre projet est tout autre : zéro chômage pour une société du partage. Cela passe par un effort sans précédent d'éducation, de formation, de recherche et de création ; par le partage et la transformation du travail ; par la lutte contre le coût du capital.

- La transformation de notre mode de production pour construire une société du bien vivre et du bien commun afin de répondre aux besoins sociaux et de relever le défi écologique. Cela passe par une nouvelle industrialisation, le développement des services publics et de toutes les formes d'appropriation sociale. Cela implique de reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers.

- Révolutionner la République pour une France de liberté, d'égalité et de fraternité pour en finir avec la crise démocratique, à la confiscation autoritaire des pouvoirs par une oligarchie. Nous visons un nouveau pacte républicain pour l'égalité femme-homme, la lutte contre toutes les dominations, de classe, de genre, culturelles, contre le racisme et l'antisémitisme.

- Enfin, nous voulons une France engagée pour la paix en Europe et dans le monde. Nous voulons contester les forces internationalisées du marché, refonder l'Europe pour qu'elle ne soit plus un verrou mais un atout pour le développement humain, refonder l'ONU pour développer les droits des travailleurs et des peuples et promouvoir de nouvelles coopérations.

Les perspectives pour 2017

J'en viens aux perspectives pour 2017. C'est la question la plus débattue dans nos réunions. Les camarades échangent avant tout sur les enjeux de l'échéance présidentielle et un peu des élections législatives. Le terme qui revient le plus souvent est le « piège » que constitue cette échéance en lien avec la gravité de la situation politique et l'expression de craintes sur l'avenir du Parti, le devenir du Front de gauche et de la gauche. La proposition de primaires est au cœur du débat. Si les camarades estiment que de nombreuses forces sont disponibles pour un large rassemblement en 2017 pour imposer une alternative de gauche, il y a des interrogations fortes, une demande de clarification des propositions de la direction. Les communistes s'inquiètent de la cohérence politique et idéologique du projet porté par les différents candidats potentiels à une telle primaire, du risque de personnalisation et du lien avec le mouvement social, de l'ancrage populaire de la démarche. Sur ces différents points, plusieurs camarades formulent des propositions convergentes avec celles que l'on retrouve dans la résolution qui nous est soumise. Les autres possibilités actuellement en débat pour la présidentielle ne font pas recette : une candidature communiste seule ou le soutien à la candidature de Jean-Luc Mélenchon dans sa forme actuelle ne sont pas des options portées par beaucoup de camarades.

Où en est-on des propositions sur cet enjeu ? A partir de la situation politique que j'ai brossée en introduction, la résolution sur 2017 actuellement en construction met en avant les réflexions et propositions suivantes.

Un affrontement à gauche est en cours, jusqu'au cœur du Parti socialiste, comme en témoigne la récente démission de Martine Aubry du PS et le départ de ce parti du député Pouria Amirshahi. Un affrontement qui oppose d'un côté celles et ceux qui sont attachés aux valeurs de la gauche et à l'existence d'une perspective de transformation sociale, et de l'autre ceux qui cherchent une restructuration du paysage politique autour d'un consensus libéral. Le PCF, son projet, sa force militante peuvent jouer un rôle déterminant dans cet affrontement : il ne s'agit pas seulement de

sauver la gauche, mais de la refonder pour la mettre au service d'une transformation révolutionnaire de la société.

Nous voulons ouvrir la voie au rassemblement des femmes et des hommes qui veulent une alternative de gauche à la politique de François Hollande. Ce rassemblement est la seule possibilité de déverrouiller le scénario du match à trois. C'est aussi le moyen pour nous d'avancer dans la conquête des pouvoirs.

Notre ambition est de donner un prolongement à l'ambition stratégique qui a présidé à la création du Front de gauche : c'est un nouveau front populaire et citoyen, un nouveau front social et politique, que nous voulons contribuer à faire émerger en rassemblant les forces de la gauche et de l'écologie politique, les forces syndicales, le mouvement social, le monde du travail et de la création pour ouvrir un nouveau chemin d'espoir pour la France. Les luttes sociales, comme la mobilisation qui grandit contre la loi El Khomri sont essentielles pour la construction de ce front. Cette ambition implique des initiatives politiques de très grande ampleur. Nous pourrions lancer une grande consultation citoyenne en allant à la rencontre de 500.000 personnes pour formuler nos propositions en lien avec les aspirations populaires.

Pour les élections présidentielles et législatives de 2017 nous souhaitons contribuer à la formation d'un mouvement social et citoyen. Concernant les législatives, nous pourrions travailler dans chaque circonscription à des « états généraux permanents » qui joueraient un rôle tout au long du mandat pour construire avec les candidats puis les parlementaires les contenus législatifs et les mobilisations pour les porter. Concernant la présidentielle, nous pourrions nous fixer l'objectif d'une candidature commune des forces de gauche qui veulent une rupture avec la politique suivie depuis 2012, une rupture avec l'austérité et les recettes libérales. C'est avec cette ambition que la direction propose que le PCF s'investisse dans le processus de primaire de gauche afin de se donner les meilleures chances de bousculer le scénario du match à trois et déboucher sur une candidature commune capable d'accéder au second tour de l'élection présidentielle.

Notre proposition est de commencer par le projet avec l'élaboration d'une plateforme commune qui soit le socle d'entrée de la primaire pour les candidat-e-s comme pour les électrices et électeurs. Nous pourrions proposer quatre axes structurants pour cette plateforme : « L'Europe et le monde », « Le pouvoir de l'argent », « Le pouvoir démocratique et institutionnel » et « Changer la vie ».

Dans de nombreux territoires, des initiatives sont - ou vont être - prises par des forces diverses en lien avec les appels à l'initiative « Primaire de gauche ». Des militants, des sympathisants et électeurs socialistes, écologistes, des militants syndicaux et associatifs vont y participer. La question est désormais : ces propositions permettent-elles au PCF d'investir intelligemment ce débat, d'y engager notre capacité militante ? Ou laissons-nous d'autres le faire ? Voire certains tenter de le dévoyer ? Et si nous décidons d'y renoncer, alors quel autre chemin proposons-nous pour construire un projet commun et une candidature commune des forces de gauche opposées à la politique du clan gouvernemental ? Voilà les questions très concrètes qui nous sont aujourd'hui posées.

Voilà pour les propositions pour 2017. J'en viens aux transformations du Parti.

Les transformations du Parti

Où en est le débat dans le Parti sur cet enjeu ? Le sujet le plus débattu est le rapport aux classes populaires et la nécessité de se réimplanter dans les quartiers urbains et les zones rurales populaires. L'autre sujet beaucoup débattu est la communication avec beaucoup d'attentes. Les camarades souhaitent un discours clair, « percutant », la nécessité de « travailler à rendre lisible et audible nos propositions », des attentes aussi en matière de développement de notre influence sur Internet et les réseaux sociaux. Le rapport du Parti à ses élus est également abordé, le travail en direction des entreprises, le fonctionnement du Parti, de ses directions, le besoin de formation sur les contenus et les pratiques, la nécessité de développer le travail en réseau.

Ces questions, ces objectifs, ce n'est pas la première fois que nous les abordons. Comment donner plus d'efficacité à nos débats et à nos décisions de congrès ? Nous avons décidé d'associer au texte qui redéfinit la stratégie de développement de notre parti d'un relevé de décisions contenant des objectifs précis, inscrits dans un calendrier. Les conférences de sections et les conférences départementales prendront donc le soin de formuler des propositions concrètes d'évolution de l'organisation du Parti pour nourrir ce relevé de décisions, qui sera adopté à notre Congrès.

Dans la première partie, le texte fixe l'ambition pour notre parti de construire avec les 99 %, les salariés, les exploités et les dominés, de faire du PCF un parti d'éducation populaire et un parti de conquête du pouvoir dans tous les lieux de décision politique et économique.

Le texte affirme la nécessité politique d'une organisation adaptée aux contraintes du quotidien de nos adhérents, où la démocratie ne se réduit pas à la question du vote, où la cotisation est centrale, où la fraternité et la solidarité des communistes sont à entretenir et à valoriser, où la formation militante est une priorité. La nécessité d'un réel dispositif national d'accueil des nouveaux adhérents et de campagnes de renforcement est pointée.

Pour agir, il est urgent de mettre enfin en œuvre un véritable recensement de nos adhérents, de faire un état des lieux des structures de l'organisation, d'identifier nos points d'appui, nos possibilités de développement comme de structuration. Nos structures et nos directions sont aussi à l'étude : leur rôle et leur fonctionnement, leur capacité à animer une élaboration démocratique, à mettre en œuvre et assurer un suivi et une évaluation de nos campagnes.

Enfin, concernant la conception et l'organisation de la pratique citoyenne, il est proposé de développer les échanges d'expériences et d'inventer outils et réseaux, de travailler à un état des lieux et une analyse partagée des initiatives militantes ou institutionnelles, d'être novateurs en termes d'outils et de moyens de communication, de mieux travailler avec les élus, vecteurs de dynamiques citoyennes, de transformations sociales et institutionnelles.

Voilà cher-e-s camarades, les réflexions et propositions que je voulais vous présenter ce matin en introduction à notre débat. Je vous remercie de votre attention.